



Luxembourg, le 27 novembre 2017

Sommet Afrique-Europe : Changer de priorités pour offrir des perspectives à la jeunesse

En vue du Sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne (UA-UE) qui se tiendra les 29 et 30 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le Cercle de Coopération des ONGD luxembourgeoises a rencontré le Premier ministre, Xavier Bettel et Romain Schneider, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, afin de les sensibiliser aux préoccupations de la société civile.

Nous reconnaissons que l'accent mis sur la jeunesse au Sommet UA-UE constitue un pas dans la bonne direction dans les efforts visant à mieux cibler les causes sous-jacentes des défis mondiaux exprimés par l'Agenda 2030. En s'appuyant sur la jeunesse, la stratégie conjointe entre l'Afrique et l'Europe peut établir le fondement d'un avenir plus inclusif, solidaire et durable.

Le Cercle de Coopération réaffirme son soutien de la vue critique du gouvernement luxembourgeois vis-à-vis du Consensus européen pour le développement. En contestant la réorientation de l'aide publique au développement actuellement destinée à la réduction de la pauvreté vers la sécurité, la migration illégale, ainsi que les intérêts strictement commerciaux, le Cercle s'aligne avec cette position du gouvernement.

Néanmoins pour que la jeunesse africaine devienne réellement la priorité des politiques européennes et du gouvernement luxembourgeois et afin de réaliser l'approche holistique de l'Agenda 2030, **certaines politiques doivent être changées :**

Offrir des perspectives économiques à la jeunesse. La création d'emplois et de revenus décents, notamment pour les jeunes, passe par le développement de capacités, tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Cela implique que le gouvernement s'engage pour l'abandon des exportations de produits agricoles et alimentaires européens à des prix « dumping » et le rejet des Accords de Partenariat Economique (APE) dans leur forme actuelle. Il doit favoriser une nouvelle politique commerciale et de développement de l'UE, basée sur le principe de non-réciprocité comparable à celle qui est toujours en vigueur sur le marché agricole de l'UE, une régulation adéquate des marchés permettant une production agricole à petite échelle, ainsi que la protection des droits fonciers des communautés locales et autochtones.

La dimension sociale doit être une priorité. Toute politique d'investissement pertinente doit mettre l'accent sur la protection sociale des individus et des familles, y inclus les migrants et réfugiés. Il faut les protéger socialement, en développant des structures transnationales qui garantissent un accès universel et équitable aux ressources de sécurité sociale comme, entre autres, la santé, l'éducation et les droits du travail.

Il faut protéger les individus, plutôt qu'externaliser les frontières de l'Europe. Depuis l'accord UE-Turquie de 2016, les politiques migratoires européennes visent à stopper le flux de migrants en externalisant les frontières de l'Europe, quelles que soient les conséquences

dévastatrices sur les vies et la santé de milliers de personnes, exposées à des niveaux alarmants de violence et de non-respect des droits les plus élémentaires. Le cas le plus extrême est celui de la Libye où les migrants sont détenus dans des conditions inhumaines. Au lieu de tout miser sur le refoulement des « migrants », le respect des droits humains devrait être placé au centre des préoccupations des politiques migratoires en créant des voies sûres et légales vers l'Europe.

Garantir la libre circulation des migrants en Afrique. La politique mise en place par l'UE pour lutter contre les migrations dites "irrégulières", c'est un peu comme si les pouvoirs publics du Luxembourg décidaient d'interdire la circulation automobile à Schifflange pour réduire les embouteillages frontaliers ; c'est aussi absurde, mais avec des conséquences bien plus dramatiques ! En effet, l'entrave à la libre-circulation en zone saharienne aggrave la situation de pauvreté qui est à l'origine de la nécessité de migration. Pourtant, seule une minorité des migrants originaires d'Afrique de l'Ouest vise l'Europe ; la majeure partie souhaite se rendre dans les pays voisins, mais la criminalisation des déplacements les en empêche.

Investir, mais de manière pertinente. Il ne faut plus investir dans des politiques qui affectent négativement la vie des populations africaines, augmentent leurs souffrances et les violences subies, les placent dans des situations d'insécurité, les paupérisent ou réduisent leur mobilité. Il faudrait plutôt investir dans des actions qui offrent de réelles perspectives aux populations africaines, à commencer par l'agriculture familiale, principale source d'emploi et de subsistance locale. Un engagement concret serait que le Luxembourg offre des bourses à des étudiants africains pour pouvoir étudier à l'Université.

Le Cercle de Coopération attend des engagements du gouvernement luxembourgeois pour donner suite aux engagements de l'UE tendant à diminuer les frais de transfert des économies des migrants, sachant que ces « remittances » représentent le triple des aides publiques au développement.

Amplifier la voix du Luxembourg au niveau européen. La réponse orale du Premier ministre qu'il prendra en considération ces recommandations, mais que le Luxembourg n'est qu'un Etat membre parmi 28 autres, ne suffit pas ! Nous exigeons donc un plaidoyer plus assertif du Gouvernement luxembourgeois à ce sommet, qui reflète les préoccupations de la société civile énumérées ci-dessus.

Contacts :

Cercle de Coopération des ONGD : Christopher Marc Lilyblad, Directeur, 621 721 921, christopher.lilyblad@cercle.lu

Médecins sans Frontières : Christophe Hebting, Head of Communicaton, 33 25 15 – 302 | 691 23 91 14, christophe.hebting@luxembourg.msf.org